



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 26 JUIN 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Protection et Valorisation de
l'Environnement

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	63

Objet de la
délibération:

SPANC :

**Actualisation des
redevances**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérard, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Bernard CHILINI pouvoir à Caroline COLLOMBAT, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain BOUCHER pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à David SONNEVILLE, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Florence LEROUX pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Raymond GRAS

Transmis le

11/7/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le

11/7/2014

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif fait partie des compétences facultatives de la Communauté d'Agglomération Dracénoise. Un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) chargé d'effectuer ces contrôles a été créé le 27 mars 2003 (délibération 2003-24).

Le SPANC est soumis au régime des services publics industriels et commerciaux. Cela implique, pour atteindre l'équilibre budgétaire, la perception d'une redevance calculée en fonction du service rendu à l'usager (article R.2224-19 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales).

Le SPANC a deux types de missions :

- Les contrôles à la conception et à la réalisation des installations nouvelles,
- Les contrôles des filières existantes.

A compter de début 2011, le diagnostic des dispositifs d'assainissement non collectif lors des mutations immobilières est devenu obligatoire. Cette mission est assurée par le SPANC. Suite à la modification du Code de la Construction et de l'Habitation (article L.271-4), le rapport effectué par le SPANC, défini par l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales, doit être annexé à tout acte de vente.

De même, depuis Mars 2012, l'attestation de conformité du SPANC est devenue une pièce obligatoire lors de tout dépôt de permis de construire. Une réglementation de plus en plus pointue oblige le SPANC à contrôler de nombreux points supplémentaires.

Compte tenu de ces évolutions législatives, le niveau actuel des redevances dont la majorité n'a pas été réactualisé depuis 2003, ne correspond plus aux coûts de fonctionnement du service et nécessite une actualisation des tarifs correspondants à cette mission.

Il est ainsi proposé :

- d'augmenter les redevances pour les installations neuves ou en réhabilitation complète pour les bâtiments à usage d'habitation de capacité inférieure à 20 équivalent habitant : passant de 100€ à 120€ pour le contrôle à la conception, et de 50 à 60€ pour le contrôle à la réalisation.
 - Instaurer une redevance forfaitaire de 50 €, correspondant aux coûts de déplacement d'un agent et des tâches administratives induites lors des contrôles à la réalisation des filières d'assainissement non collectives,
 - de différencier les montants entre un diagnostic effectué lors d'une transaction immobilière, d'un diagnostic effectué selon l'article L 2224-8 du code Général des Collectivités Territoriales, en appliquant une redevance forfaitaire de 150€ par opération de contrôle lors d'une vente immobilière.
- Supprimer la majoration applicable aux redevances en retard de paiement.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Hygiène et salubrité du 11 juin 2014 et au vu des motivations exposées ci dessus, il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- approuver l'actualisation des montants des redevances (cf annexe jointe),
- approuver l'établissement d'une nouvelle redevance pour les contre-visites lors de la réalisation d'une filière d'assainissement,
- approuver l'établissement d'une nouvelle redevance pour les diagnostics des filières existantes dans le cadre d'une transaction immobilière,
- approuver la suppression de la majoration applicable aux redevances en retard de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 44 voix pour, 19 contre : AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 26 juin 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.

11/12/14

Annexe- Actualisation 2014 des redevances SPANC

	Redevances actuelles	Actualisation des redevances – Juin 2014
1- Redevances pour les opérations de contrôle lors de la création d'un nouveau dispositif ou de la réhabilitation d'un ancien système		
Les montants des redevances sont distingués en fonction de la nature et de l'importance des installations, en application de l'article R.2224-19-5 du Code Général des Collectivités Territoriales		
1) <u>Dispositifs d'épuration des eaux usées des bâtiments à usage d'habitation, et de capacité inférieure à 20 équivalents habitants</u>		
Contrôle de la conception, montant forfaitaire par opération de contrôle	100,00 €	120,00 €
Contrôle de bonne exécution, montant forfaitaire par opération de contrôle	50,00 €	60,00 €
2) <u>Dispositifs d'épuration des eaux usées des bâtiments à usage d'habitation, et de capacité supérieure à 20 équivalents habitants (groupements d'habitations par exemple)</u>		
Contrôle de la conception, montant forfaitaire par opération de contrôle	600,00 €	600,00 €
Contrôle de bonne exécution, montant forfaitaire par opération de contrôle	400,00 €	400,00 €
3) <u>Dispositifs d'épuration des eaux usées des établissements à un usage autre qu'habitation</u>		
Contrôle de la conception, montant forfaitaire par opération de contrôle	200,00 €	200,00 €
Contrôle de bonne exécution, montant forfaitaire par opération de contrôle	100,00 €	100,00 €
4) <u>Dispositif d'épuration des eaux usées des établissements à un usage autre qu'habitation et recevant du public</u>		
Contrôle de la conception, montant forfaitaire par opération de contrôle	600,00 €	600,00 €
Contrôle de bonne exécution, montant forfaitaire par opération de contrôle	400,00 €	400,00 €
5) <u>Contre visite de tout dispositif d'épuration des eaux usées lors de la réalisation d'une filière d'assainissements non collectif, actualisation de la redevance</u>		
Contre-visite, montant forfaitaire par opération de contrôle	-	50,00 €

2) Redevances destinées à financer les opérations de contrôle des installations existantes

De même, les montants des redevances sont distincts en fonction de la nature et de l'importance des installations, en application de l'article R 2224-19-5 du CGCT (montants actuels)

1) Dispositifs d'épuration des eaux usées des bâtiments à usage d'habitation et de capacité inférieure à 20 équivalents habitants

Contrôle de l'existant, montant forfaitaire par opération de contrôle

75,00 €

75,00 €

2) Dispositifs d'épuration des eaux usées des bâtiments à usage d'habitation et de capacité supérieure à 20 équivalents habitants (groupements d'habitations par exemple)

Contrôle de l'existant, montant forfaitaire par opération de contrôle

300,00 €

300,00 €

3) Dispositifs d'épuration des eaux usées des établissements à un usage autre qu'habitation et de capacité inférieure à 20 équivalents habitants

Contrôle de l'existant, montant forfaitaire par opération de contrôle

150,00 €

150,00 €

4) Dispositifs d'épuration des eaux usées des établissements à un usage autre qu'habitation et de capacité supérieure à 20 équivalents habitants

Contrôle de l'existant, montant forfaitaire par opération de contrôle

500,00 €

500,00 €

5) Contre visite de tout dispositif d'épuration des eaux usées citées ci-dessus

Contre visite, montant forfaitaire par opération de contrôle

30,00 €

30,00 €

6) Dispositifs d'épuration des eaux usées des bâtiments à usage d'habitation et de capacité inférieure à 20 équivalents habitants lors d'une transaction immobilière, actualisation de la redevance

Contrôle de l'existant, montant forfaitaire par opération de contrôle

75,00 €

150,00 €

3) Pénalité financière pour obstacle mis à l'accomplissement des missions du SPANC

Il est décidé de confirmer la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique afin de faire respecter par les usagers leurs obligations. L'entrave faite à l'accomplissement des missions des agents du SPANC expose l'occupant de l'immeuble au paiement d'une pénalité financière fixée à 200 % du montant de la redevance.

Par ailleurs au regard du coût global défavorable à la Collectivité, il est proposé de supprimer la majoration applicable aux redevances en retard de paiement.